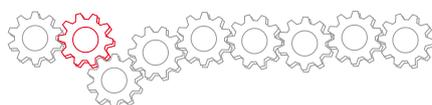


# Les cahiers **d'histoire** de **la Métallurgie**



numéro 54 | Septembre 2016



## Les comités d'entreprise ont 70 ans !

p. 8-11



**La com' fédérale** p. 5

La fédération fait évoluer sa communication avec un site internet renouvelé et un nouveau mensuel.



**Repas des anciens** p.12

Notre rendez-vous annuel se penchait en 2015 sur la libération des camps nazis, le retour des déportés et la découverte de l'univers concentrationnaire.



**Archives** p. 11

Chronique d'une découverte : le drapeau de la section syndicale des métaux Dunlop Le Bourget.



## GEORGES SÉGUY NOUS MANQUE DÉJÀ

Nous reprenons ici l'éditorial d'Elyane Bressol, présidente de l'Institut CGT d'histoire sociale paru dans *Ensemble*, n° 90 de septembre 2016.

**G**eorges Séguy est décédé le 13 août 2016. Face à la maladie et aux drames de la vie, il a résisté jusqu'au bout de ses forces.

À Toulouse, sa ville natale, devant les délégués du 50<sup>e</sup> congrès de la CGT, il avait lancé : « Il ne suffit pas de s'indigner, il faut aussi résister ! »

Résister fut en effet sa ligne de conduite depuis ses quinze ans jusqu'à son dernier souffle de vie.

À peine revenu de l'enfer de Mauthausen, embauché à la SNCF, il adhère à la CGT où ses camarades lui confient des responsabilités.

Dirigeant national du Parti communiste français à partir de 1954, c'est en 1967, au 36<sup>e</sup> congrès, qu'il est élu secrétaire général de la CGT. Il marque sa fonction par sa clairvoyance politique, son sens aigu de la synthèse, ses répliques cinglantes souvent pleines d'humour.

**“ Il ne suffit pas de s'indigner,  
il faut résister ! ”**

Attaché à l'unité de la classe ouvrière, il veille à tenir compte, dans l'activité CGT, des évolutions socioprofessionnelles et de celles des processus de travail. Il ne renonce pas à l'unité syndicale, estimant que la division fondée sur une différence idéologique est cause de désaffection. Il plaide pour plus de démocratie dans la CGT, pensant ainsi renforcer son indépendance.

En 1982, il quitte le secrétariat général de la CGT et fonde l'Institut d'histoire sociale. Il y œuvre pour un travail rigoureux, refusant une histoire officielle ou instrumentalisée. Il ouvre les portes aux historiens.



Georges Séguy © Rudy | coll. IHS CGT métallurgie

Les profondes modifications auxquelles il aspirait pour la CGT ont mis du temps à se concrétiser. Mais, en dépit d'un contexte marqué par les crises, il a su mettre la CGT sur le chemin des évolutions. Pour un syndicat « novateur, audacieux et conquérant », auquel il tenait tant. Dirigeant historique, Georges Séguy était aussi un camarade chaleureux, fraternel, aimant à rire et à chanter. Il nous manque déjà.

Les Cahiers d'histoire de la Métallurgie | 94, rue Jean-Pierre Timbaud 75011 Paris  
01 53 36 86 38 | [ihs.gas@free.fr](mailto:ihs.gas@free.fr) | [www.ftm-cgt.fr](http://www.ftm-cgt.fr) | rubrique IHS  
directeur de la publication : Norbert Boulanger | maquette : Rudy Jean-François  
impression FTM CGT | ISSN 2494-1050

## LA LUTTE CONTINUE !



Par Roger Gauvrit

**D**e la fin du mois de février 2016 jusqu'au début de l'été, l'actualité sociale a été marquée, en France, par les mobilisations contre la « Loi Travail ».

Cinq mois pendant lesquels les grèves, rassemblements, manifestations, actions de blocage, etc. se sont multipliés, et ce malgré les prophéties des « grands » éditorialistes qui, dès le mois de mars, pronostiquaient « l'essoufflement du mouvement ». Le mouvement social de longue durée auquel nous avons assisté a fait mentir ces extra-lucides.

Et la mobilisation se poursuit et se réorganise pour mieux continuer notamment sur le plan juridique, sur la mise en application de la loi dans les entreprises en France et... en Europe. Pas de rémission malgré le matraquage médiatique !

Nous ne sommes donc pas dans un « baroud d'honneur » et l'ancrage social et populaire de cette mobilisation pourrait sembler paradoxal car la plupart des historiens de la grève et les sociologues du travail montrent que ce sont les phases de croissance qui génèrent une poussée de grèves, pas les périodes de crise !

Or, nous sommes clairement dans une phase de crise générée par les « réformes » dites incontournables des gouvernements, de Sarkozy à celui de Hollande, qui ont eu pour justification la croissance économique et la création d'emplois.

Et pour quel résultat ? Une économie en panne avec huit ans de stagnation économique et un chômage massif avec cinq millions de personnes sans travail, le délabrement des services publics, la dégradation progressive de la Protection sociale, la criminalisation du syndicalisme, la stagnation des retraites, des allocations familiales, des aides au logement, la mise en cause de la gratuité de l'enseignement supérieur et de la santé, l'installation de ghettos misérables au milieu de nos villes, une Europe cadencée par des traités qui seraient taillés dans le marbre.

Comment, après ce dé-tricotage méthodique, le Front national ne remporterait-il pas la bataille des idées quand ses adversaires présumés la mènent pour lui, et sur ses thèmes de prédilection ? Les discours vilipendant l'« assistanat », les étrangers et les migrants s'alimentent à cette source qui n'est pas près de se tarir puisque l'Union européenne interdit tout changement de cap économique.

La lutte contre la loi Travail a fait craquer la chape de plomb qui enrayait le mouvement social. La pétition « *Loi Travail Non Merci* » a installé sur la scène nationale un refus politique d'obéir à un pouvoir arrogant, avec la portée subversive des 1,3 millions de signataires en deux semaines, chiffre record.

Le coup de bélier a été immédiatement relayé par le front syndical unitaire, dès le 9 mars (intersyndicale nationale CGT, FO, FSU, Solidaires, UNEF, FIDL, UNL). La jeunesse est entrée en action. Entre 65 et 70 % des Français ont déclaré soutenir le mouvement, y compris le retrait de la loi.

Dans des conjonctures où quelque chose permet de créer du sens commun, des acteurs pas forcément proches les uns des autres, en terme idéologique, de générations d'organisations ou de projets, peuvent parvenir à construire ensemble.

Ces points d'appuis sont et seront précieux car trop de vies sont en jeu. S'il y a la moindre chance qu'une autre voie soit possible, nous avons la responsabilité de nous battre pour accroître cette probabilité. Le mouvement social a un rôle majeur à jouer pour déverrouiller son lien avec le politique, pour rechercher des convergences alternatives afin de peser sur les enjeux de 2017 et ses défis qui seront structurants dans la période à venir pour le monde du travail, pour les peuples.



## LES C.E. : HIER, AUJOURD'HUI, DEMAIN

À l'occasion du soixante-dixième anniversaire de la création des comités d'entreprise, le collectif national « comités d'entreprise » de la Fédération CGT des travailleurs de la métallurgie organise, avec la participation de l'IHS CGT Métallurgie, une journée d'étude le 23 novembre 2016, de 9h30 à 16h, dans le patio du complexe intersyndical de Montreuil.

Cette journée sera l'occasion de revenir le matin sur l'histoire de cette institution représentative du personnel, fruit des luttes du Front populaire, de la Résistance et de la Libération, dont la singularité réside dans sa double nature : gestionnaire des œuvres



sociales des salariés et outil d'intervention dans les orientations économiques et sociales de l'entreprise.

L'après-midi sera consacré à un débat, à partir des expériences et des attentes des militants, sur les perspectives de travail syndical pour répondre aux nouveaux défis, en adéquation avec les aspirations des salariés et dans le sens du progrès social pour tous.

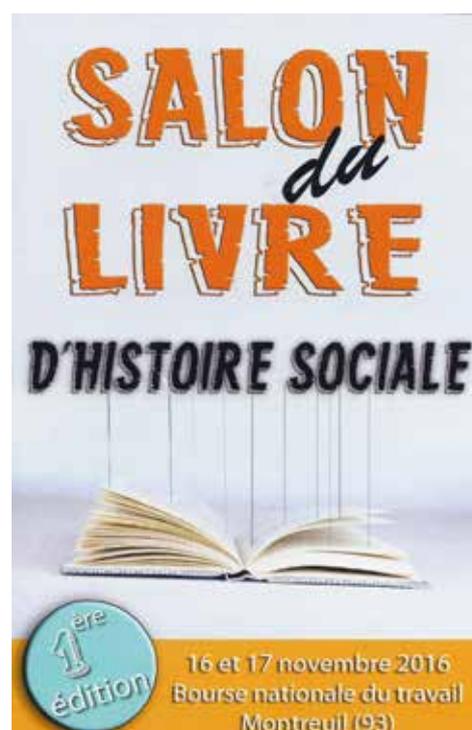
Pour vous inscrire, ou pour toute information, vous pouvez prendre contact avec le collectif fédéral à l'adresse suivante : [collectif.ce@ftm-cgt.fr](mailto:collectif.ce@ftm-cgt.fr)



## LE SALON DU LIVRE D'HISTOIRE SOCIALE

L'Institut CGT d'histoire sociale de la CGT organise le premier salon du livre d'histoire sociale, en partenariat avec la librairie Folies d'encre de Montreuil, de nombreuses maisons d'éditions et du réseau des instituts d'histoire sociale. Des débats, des présentations de livre ainsi que des rencontres avec les auteurs sont prévus, les 16 et 17 novembre 2016, à la Bourse nationale du travail à Montreuil.

**N'hésitez pas à relayer l'information et à venir nombreux !**



Dans un contexte marqué par l'austérité, le chômage, les attaques contre le droit du travail et la protection sociale, la répression antisyndicale, la « bataille des idées » est plus que jamais une nécessité. La lutte engagée contre la loi dite « Travail » en est une illustration flagrante.

Tous les arguments ont été avancés par le gouvernement et les médias pour obtenir son adoption et imposer l'extinction des mobilisations et des grèves : la pédagogie pour expliquer la « bienveillance » de la loi, la nécessité d'améliorer la compétitivité, l'unité nationale face aux attentats terroristes, la répression avec l'état d'urgence, la solidarité devant les inondations, l'image du pays organisateur de l'Euro de foot, l'arme de l'article 49-3 de la constitution.

Consciente de ces enjeux, la Fédération préparait la remise à plat de sa communication depuis plusieurs mois. Nous en voyons aujourd'hui le résultat. *Le Courrier fédéral*, hebdomadaire de huit pages en noir et blanc, est remplacé par une nouvelle publication de vingt-quatre pages en couleurs, *Le Mensuel des métallurgistes*, placée sous la responsabilité de la direction fédérale et d'un comité de rédaction. En parallèle, un nouveau site internet a été lancé. Doté d'une architecture plus simple, accessible quel que soit le support utilisé (ordinateur, tablette, téléphone), il propose de nouvelles fonctionnalités : la recherche en plein texte dans les fichiers pdf mis en ligne, un espace réservé aux syndiqués ou encore la possibilité pour chacun de soumettre en quelques clics des informations sur une lutte ou une initiative.

L'Institut CGT d'histoire sociale de la métallurgie prend bien évidemment part à ces évolutions. Vous retrouverez ainsi dans chaque numéro du *Mensuel des métallurgistes* une page « Histoire » concoctée par nos soins, tandis que l'onglet « IHS » sur le site internet de la Fédération sera désormais régulièrement alimenté par nos actualités, nos articles et nos publications.



La couverture du 1<sup>er</sup> numéro du *Mensuel des Métallurgistes*  
© FTM-CGT

Vous pouvez d'ores et déjà y jeter un coup d'œil ([www.ftm-cgt.fr/histoire-sociale-de-la-metallurgie-ihs/](http://www.ftm-cgt.fr/histoire-sociale-de-la-metallurgie-ihs/)). Vous y retrouvez l'ensemble de nos travaux depuis 2015. Petit à petit, nous remontons le temps, en ajoutant nos parutions et nos interventions depuis la création de l'institut en 2001.



Par Allain Malherbe

## 24 SEPTEMBRE 2016 MANIFESTATIONS POUR LA PAIX !



À l'appel de l'ONU, la journée internationale pour la paix est placée sous le signe du développement durable, et plus de 70 organisations en France y ont répondu favorablement.

La CGT est l'une des principales composantes de ce mouvement. Plusieurs raisons militent pour cette action pour la paix.

Depuis sa création, en 1895, la CGT a montré que l'intérêt des travailleurs est la paix qui garantit les droits sociaux alors que la guerre n'est que destruction. On peut se rappeler cette phrase de Millerand, ministre de la Guerre en 1915, qui déclara à une délégation de la CGT venant réclamer le respect du temps de travail: « il n'y a plus de droits sociaux, il n'y a que la guerre. »

Pendant la deuxième Guerre mondiale, la charte du travail de Pétain supprima les syndicats et les droits sociaux obtenus en 1936.

Depuis 1980, les guerres du Moyen-Orient, d'Afghanistan, d'Irak, de Libye et de Syrie, ont un dénominateur commun, supprimer les droits sociaux des travailleurs et de la société entière. Les moyens utilisés sont la destruction des états de droit et leur remplacement par des dictatures religieuses principalement d'obédience islamiste. La plupart des pays cités s'étaient donné un état laïc.

Les marchands de guerre, via leur mainmise sur les médias privés et publics attisent également les divisions nationalismes et tribales entraînant des millions de migrants et réfugiés qui vivent des conditions inhumaines.

Il est remarquable pour ne pas dire pitoyable de constater que la politique initiée aux USA par la

famille Bush a été reprise par la droite allemande et française mais surtout par Hollande, président de « gauche » dès son arrivée au pouvoir. Où sont les valeurs de paix et de laïcité chères à l'histoire socialiste ?

Aujourd'hui, les conséquences de ces guerres, s'étendent aux États-Unis, à l'Europe et à la France. Deux d'entre elles sont à souligner, il s'agit de l' « état d'urgence » et de la loi dite « travail ». Elles forment un ensemble qui porte atteinte à l'état de droit et aux droits sociaux en les réduisant de façon drastique.

À l'aube d'élections présidentielles fondamentales qui vont avoir lieu aux États-Unis et en France, et de chancelier en Allemagne, on ne peut que s'inquiéter des 20 % obtenus en septembre 2016, par un parti d'extrême-droite aux élections d'un land allemand et surtout de son mot d'ordre basé sur le refus d'accueillir des réfugiés victimes des guerres. En France, beaucoup de politiciens de droite et d'extrême-droite partagent leur point de vue. Quant au candidat républicain aux USA il propose tout simplement de construire un mur entre les États-Unis et le Mexique aux frais de ce dernier.

N'ayant plus d'opposition au niveau mondial depuis 1989, le capitalisme fait feu de tout bois. Les guerres font partie de ses activités les plus rentables et surtout des plus nocives pour les droits des travailleurs.

La recherche de la paix, de la sécurité et d'une vie tranquille est une constante des salariés. Mais ils savent aussi que dès qu'ils font « une pause » les exploiters en profitent pour reprendre ce qu'ils ont dû concéder.

**La lutte pour la paix concerne, en permanence, tous les peuples du monde.**

## CE QUE LE PARLEMENT FAIT, LA RUE PEUT LE DÉFAIRE !



Par Emeric Tellier

Après six mois de mobilisations protéiformes contre la loi « Travail », celle-ci a été finalement adoptée après trois recours à l'article 49-3 de la constitution et la décision rendue par le conseil constitutionnel. La parution des décrets d'application devrait s'achever avant la fin de l'année.

La bataille est-elle pour autant perdue ? En aucun cas, comme nous le rappelle ces quelques exemples.

Le plus récent est celui du contrat première embauche (CPE), retiré le 10 avril 2006, soit deux mois après son adoption par le Parlement. Le gouvernement de Villepin, dû reculer face à l'ampleur des mobilisations des jeunes et des travailleurs : quatre journées totalisèrent ainsi plus d'un million de personnes dans les rues, alors que les occupations des lieux d'études et les actions coup de poings ne faiblissaient pas.

Son ancêtre, le contrat d'insertion professionnelle (CIP) instauré par le gouvernement Balladur en décembre 1993 avait connu le même sort. Après un mois de mobilisation unitaire des jeunes et des travailleurs, les décrets d'application furent retirés le 30 mars 1994 et le projet abrogé en août 1994.

Quelques années plus tôt, les infirmières avaient fait reculer le gouvernement Chirac, dont la ministre de la Santé avait publié un arrêté remettant en cause la reconnaissance de leur diplôme et qualifications. Le 13 octobre 1988, soit près d'un an après l'adoption de l'arrêté, 100 000 infirmières – un quart de la profession – manifestèrent et obtinrent le retrait du texte.

Dernier exemple, les grèves de l'été 1953. Le gouvernement Laniel, fraîchement composé, impose par décrets-lois une remise en cause du statut de la fonction publique et un recul de l'âge de la retraite de tous les fonctionnaires. Amorcée chez les postiers, la grève s'étend à la fonction publique, aux transports, à l'énergie et menace de se généraliser au secteur privé. Les quatre millions de grévistes eurent raison de l'intransigeance gouvernementale : aucun décret-loi ne fut finalement adopté.

On peut également citer d'autres exemples de mesures n'ayant pu dépasser le stade de l'annonce grâce au rapport de forces : le projet de loi Fillon d'avril 2005 sur l'enseignement (en partie) ; le plan Juppé sur les retraites et la sécurité sociale de novembre 1995 (en partie) ; le projet de loi Devaquet de décembre 1986 prévoyant la privatisation des universités ou encore le projet de loi Savary d'encadrement de l'enseignement privé, retiré par le gouvernement Mauroy en juillet 1984 après une mobilisation historique de la droite, l'une des plus importantes de l'après-guerre.

La lutte pour le retrait de la loi « Travail » sera difficile, mais pas impossible. En nourrissant l'unité entre la jeunesse et les travailleurs, en gardant une ligne revendicative claire et sans concessions, la victoire est possible. D'autant plus que cette lutte peut s'appuyer sur la défiance à l'encontre du gouvernement, le rejet majoritaire parmi la population de la loi en dépit d'un important matraquage médiatique et le maintien du front intersyndical.

**L'enjeu en vaut la peine, on ne lâche rien !**





Par Emeric Tellier

## LES COMITÉS D'ENTREPRISE ONT 70 ANS !



Conférence nationale des comités d'entreprise, Clichy, 1947.

Au centre, on reconnaît Ambroise Croizat et Henri Raynaud © DR | coll. IHS CGT métallurgie

Cette institution représentative du personnel (IRP), unique au monde par le cumul de ses prérogatives en matière sociale et culturelle et de ses missions économiques, n'aurait pu voir le jour sans le combat tenace de la CGT.

Nés aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale, les comités d'entreprise fêtent leur soixante-dixième anniversaire dans un contexte marqué par une attaque en règle contre la représentation collective des travailleurs. Il n'est dès lors pas inutile de revenir sur leur existence, histoire d'alimenter les arguments en faveur, non seulement de leur défense, mais également du renforcement de leurs prérogatives.

### S'imposer à un patronat réfractaire

Exception faite de quelques expériences paternalistes, comme chez Schneider au Creusot, de l'institution des délégués ouvriers mineurs et de l'existence éphémère des délégués d'atelier durant la Grande Guerre, l'opposition patronale à toute forme de représentation collective des travailleurs dans l'entreprise a été constante. Le Comité des Forges a ainsi refusé catégoriquement tout « contrôle ouvrier » partiel, comme le

proposait la Fédération CGT de la métallurgie en décembre 1920. Il faudra attendre le Front populaire pour voir l'apparition des délégués du personnel, sur proposition d'un patronat qui voulait à tout prix éviter la reconnaissance des délégués syndicaux.

Durant la Seconde Guerre mondiale, le régime de Vichy institue les comités sociaux d'entreprise. Contrôlée par le patronat, cette institution doit favoriser la « collaboration de classes », véhiculer l'idéologie paternaliste et organiser l'entraide entre salariés. Baptisés « comités patates », ceux-ci se sont surtout consacrés au ravitaillement alimentaire et à la protection sociale.

En parallèle, le Conseil national de la Résistance élabore son programme économique et social. Adopté le 15 mars 1944, il prévoit « le droit d'accès, dans le cadre de l'entreprise, aux fonctions de direction et d'administration, pour les ouvriers possédant les qualifications nécessaires, et la participation des travailleurs à la direction de l'économie ». Il servira de fil conducteur aux réformes engagées à la Libération.

Entamée lors de l'été 1944, celle-ci est le point



de départ d'une série d'initiatives venues de la base (Berliet, Aciéries du Nord, Ateliers et Chantiers de Provence, par exemple). Le terme « comité de gestion », accolé à ces expériences de participation des travailleurs à la gestion de l'entreprise, reflète toutefois mal la diversité des situations et la réalité du pouvoir de contrôle.

### Une naissance au forceps (1945-1946)

Elles inquiètent malgré tout suffisamment le patronat et le gouvernement provisoire pour que celui-ci annonce l'adoption le 22 février 1945 d'une ordonnance instaurant les comités d'entreprise. La volonté est clairement d'encadrer ces initiatives spontanées et éviter la remise en cause de la propriété privée des entreprises.

Si le texte reconnaît le monopole de candidature des organisations syndicales, la CGT dénonce par exemple le caractère consultatif en matière économique, le seuil d'effectif fixé à cent salariés, la faiblesse des temps de délégation.

Le bras de fer s'engage et aboutit à une modification en profondeur, par l'adoption de la loi du 16 mai 1946, proposée par Albert Gazier et soutenue par Ambroise Croizat, secrétaire général de la Fédération CGT de la métallurgie devenu ministre du Travail. Cette loi assouplit les conditions pour être électeur et éligible, abaisse le seuil d'effectif à 50 salariés et renforce les attributions économiques des élus.

### L'élan brisé (1945-1947)

La progression du nombre de comités d'entreprise est plutôt lente, même si l'on observe de fortes disparités selon les régions et les branches professionnelles. Fin 1948, on dénombre environ 10 000 comités, soit un taux de couverture de 75 à 80 %.

Engagée dans la « Bataille de la production » pour la reconstruction du pays, la CGT attribue à cette institution un rôle primordial pour l'amélioration des conditions de travail, l'accroissement de la productivité et le contrôle sur la hausse des prix.

Mais le renvoi des ministres communistes du gouvernement en mai 1947 et l'annonce par les États-Unis du plan Marshall d'aide financière font basculer la France dans une nouvelle période, celle de la guerre froide.

En conséquence, l'esprit consensuel qui présidait depuis 1945 dans les comités d'entreprise disparaît. La CGT définit une nouvelle ligne de conduite. Désormais, ils sont envisagés comme un outil dans la lutte des classes, une arme pour dénoncer la situation économique et sociale imposée aux travailleurs.

### La mise en sommeil (1948-1965)

À partir de 1952, le nombre de comités d'entreprise décroît, faute de candidats aux élections. En 1956, on n'en recense plus que 9000 et moins de 5 000 en 1962. Ce repli se double d'un recul de leur activité. En effet, nombreux sont ceux à s'assoupir, notamment dans les petites entreprises, ou à se concentrer sur les activités sociales, les loisirs et la culture.

Si l'espoir des salariés d'obtenir un droit de regard sur la gestion de l'entreprise est grand à la Libération, force est de constater que le patronat a réussi à préserver le « secret des affaires » et que, dans l'ensemble, les prérogatives économiques du comité d'entreprise sont rapidement tombées en désuétude. Ainsi, une étude relève qu'en 1969, dans la métallurgie, si 80 % des comités obtiennent un bilan de la direction, 40 % ont recours à un expert-comptable et 25 % seulement interpellent sur le budget.

#### Les raisons de ce déclin sont triples :

**1/** L'obstruction patronale est systématique et se traduit notamment par des discriminations envers les élus allant jusqu'au licenciement et au refus de communiquer les informations, notamment économiques.

**2/** Ensuite, la position de la CGT envers l'institution devient critique, par crainte que les élus ne cèdent à l'opportunisme et à la « collaboration de classes ». En outre, la volonté d'en faire un terrain d'affrontement de la guerre froide, explique le recul d'audience de la CGT, qui passe de 60 % des voix en 1949 à 53 % en 1958.

**3/** Enfin, l'administration du Travail délaisse cette institution, faute de pouvoir contraindre patronat et syndicat à coopérer sur le terrain. Illustration de ce repli, la commission supérieure des comités d'entreprise cesse de fonctionner dès la fin des années quarante.



Dès lors, de nombreux problèmes restent en suspens, comme leur mode de financement, la répartition des attributions entre le comité d'entreprise et les comités d'établissement, le fonctionnement du comité central d'entreprise, l'étendue de la mission de l'expert-comptable ou encore la réintégration des représentants dont le licenciement a été refusé par l'administration.

### Un nouveau souffle (1966-1981)

L'adoption de la loi du 18 juin 1966 espère améliorer le fonctionnement du comité d'entreprise, en incitant à leur création ou à leur renouvellement, en augmentant le nombre d'élus et en prévoyant la création d'un troisième collège, réservé aux ingénieurs et cadres. À cela s'ajoute l'obligation pour l'entreprise de communiquer un certain nombre de documents, avec comme contrepartie une obligation de discrétion pour les élus.

Toutefois, cette loi n'est pas responsable de l'augmentation sensible du nombre de comités d'entreprise à partir du milieu des années soixante. Entre 1966 et 1979, leur nombre est en effet multiplié par quatre.

L'ordonnance d'août 1967 sur la participation et la loi de juillet 1971 sur la formation professionnelle, en prévoyant des sanctions financières en cas de non-consultation des comités d'entreprise, en expliquent une part, mais l'essentiel revient au mouvement de mai-juin 1968 et à son aspiration à plus de démocratie dans l'entreprise.

Au fil des années, de nouvelles attributions entrent dans son champ de compétences, tant et si bien qu'à la fin des années soixante-dix, il n'y a plus guère de décision qui ne puisse être prise sans avis du comité d'entreprise.

### Des lois Auroux à l'entreprise de déstabilisation (1982 à nos jours)

L'arrivée de la gauche au pouvoir en mai-juin 1981 se traduit par une refonte importante du droit du travail, notamment en matière d'institutions représentatives du personnel.

Ainsi, la loi du 28 octobre 1982 consolide les acquis jurisprudentiels, notamment en matière de protection des élus et de calcul des seuils de création. Elle prévoit également de doter le comité d'entreprise d'un budget propre d'au

moins 0,2 % de la masse salariale brute en plus de la subvention pour les activités sociales et culturelles. Elle acte la naissance du comité de groupe, améliore l'information économique et sociale, renforce l'expertise comptable, autorise d'autres types d'expertises, notamment techniques.

Cette loi, si elle conforte les ressources des élus, ne remet en revanche pas en cause le caractère consultatif des décisions du comité d'entreprise et laisse intact l'empilement des structures (section syndicale, délégué du personnel, délégué syndical, CHSCT, comité d'entreprise, etc.).

Cependant, avec la crise économique, le comité d'entreprise tend à occuper un espace nouveau, dans lequel les prérogatives en matière d'information et de consultation économiques, longtemps restées peu utilisées, sont désormais mobilisées pour lutter contre les plans de licenciements et le démantèlement des droits collectifs et individuels.

Le retour de la droite au pouvoir en 1993 se traduit par des attaques contre les IRP, et notamment les comités d'entreprise. La loi du 20 décembre 1993 prévoit ainsi, pour reprendre les mots de Maurice Cohen, directeur de *La RPDS* : « Moins de représentants du personnel, moins d'élections à l'entreprise, moins d'heures de délégation, moins de réunions, moins d'informations économiques, moins de tout. »

De son côté, la loi du 12 novembre 1996 fragilise la représentation syndicale dans l'entreprise, en permettant la signature d'accords par des élus du personnel ou des salariés non élus mais mandatés. Ce dispositif a été repris par les lois Aubry sur les 35 heures de 1998 et 2000.

La loi Rebsamen du 17 août 2015 s'inscrit dans la continuité de cette offensive, en prévoyant par exemple l'extension de la délégation unique du personnel, l'intégration du CHSCT, la fusion des IRP dans les entreprises de plus de 300 salariés et en limitant l'information économique des élus.

**Plus que jamais, nous devons défendre cette conquête sociale. Telle est le sens de la journée d'étude organisée par la Fédération présentée dans ce numéro dans la rubrique actualité. N'hésitez pas à y participer !**



Le drapeau lors de sa découverte © IHS CGT métaux

Le quotidien de l'archiviste n'est pas toujours reluisant. Confronté à des monceaux d'archives drapés d'une fine – et noire – poussière accumulée par des années de sommeil dans les magasins, il nous arrive parfois d'avoir le sentiment de ne jamais pouvoir en venir à bout. Heureusement, certains jours sont marqués par la découverte de petits bijoux, d'objets dont la charge émotionnelle et historique ne fait aucun doute.

Tel a été le cas cet été, lors d'une opération de déménagement menée en prévision de l'installation prochaine des nouveaux magasins à rayonnages mobiles. Après avoir déplacé des boîtes d'archives récentes du secteur fédéral de la formation syndicale, il est apparu une étoffe rouge, jusqu'alors inaccessible aux regards.

Enthousiasme garanti ! Immédiatement retiré du fonds de la tablette où il reposait, le morceau de tissu s'avère être un drapeau monté sur une hampe. Déposé délicatement sur une table puis déroulé, l'objet révèle son identité : « Section syndicale des métaux Dunlop Le Bourget CGT FSI ».

Le sigle de la Fédération Syndicale Internationale (FSI) est une indication précieuse. Celle-ci est fondée en juillet 1919. Mais les tensions nées des suites de la Première Guerre mondiale et de la Révolution russe entraînent une scission à l'échelle internationale avec la création de l'Internationale Syndicale Rouge (ISR) en juillet 1921.

En France, l'exclusion de la minorité révolutionnaire de la CGT en 1921 entraîne la mise sur pied de la CGT Unitaire (CGTU) en 1922, rattachée à l'ISR. Dans la métallurgie parisienne, l'essentiel des militants rejoignent les unitaires, tandis que la CGT ne conserve que le syndicat des instruments en chirurgie.

Lors de la réunification du mouvement syndical français en 1936, la CGT maintient son adhésion à la FSI qui disparaît en octobre 1945 avec la création de la Fédération Syndicale Mondiale (FSM).

Si l'on en croit l'article de Pol Ravigneaux paru dans la *Gazette Dunlop* n° 126 de février 1931, l'usine du Bourget voit le jour à cette date.

Le dépouillement de la presse quotidienne sur le site internet Gallica donne peu d'éléments, à l'exception d'un témoignage ouvrier sur les conditions de travail en novembre 1935 et le signalement d'une grève en juin 1936. Mais compte tenu de l'explosion des effectifs syndiqués dans la métallurgie à l'occasion du Front populaire (de 10 000 en 1935 à 250 000 fin 1937), on peut vraisemblablement dater ce drapeau dans une période comprise entre les grèves de l'été 1936 et le déclenchement de la guerre en septembre 1939.

Bien évidemment, nous vous tiendrons informés des résultats obtenus par les recherches en cours sur l'histoire du syndicat et par les éventuels projets de restauration.



## REPAS DES ANCIENS 2015

LA LIBÉRATION DES CAMPS NAZIS, LE RETOUR DES DÉPORTÉS ET LA DÉCOUVERTE DE L'UNIVERS CONCENTRATIONNAIRE



L'auditoire durant la conférence © A. Sayad

### Jean-François Caré

**J**e vous souhaite la bienvenue. En cette année 2015, le bureau de l'IHS Métallurgie a choisi d'évoquer la libération des camps nazis, voici soixante-dix ans, en demandant à des témoins de venir nous raconter ce qu'ils avaient vécu.

Paulette Sarcey est née à Paris, en 1924, de parents immigrés juifs polonais. Son père avait fui les persécutions et la répression syndicale et politique contre les militants d'extrême-gauche en Pologne. Tout en fréquentant l'école de la République, elle participe, dès l'âge de six ans, aux patronages juifs progressistes, dans le cadre de la MOI (l'organisation de la Main-d'œuvre immigrée, fondée par le PCF dans les années trente). Elle y contracte des amitiés durables, notamment avec Roger Trugnan.

À partir de l'Occupation, en 1940, elle est contactée par une responsable des patronages et entre dans la clandestinité, manifeste dans Paris, comme le 14 juillet 1941, puis s'engage dans un groupe de trois, dont le responsable politique est Henri Krasucki, en rapport avec les Jeunesses et le Parti communistes. Elle est responsable du matériel, c'est-à-dire qu'avec ses deux camarades, ils préparent des papillons, jettent des tracts sur les marchés du vingtième arrondissement, à l'entrée et à l'intérieur des cinémas de quartier, et dans l'organisation des FTP-MOI, ils organisent la destruction d'un poteau indicateur, rédigé en allemand, place Martin Nadaud, dans le vingtième.

À la suite d'une dénonciation, elle est filée dès le 18 février 1943 par des inspecteurs de la Brigade spéciale de la Préfecture de police de Paris, arrêtée le 23 mars et amenée au com-



missariat de la rue du Surmelin. Elle est tabassée puis conduite à l'Hôpital Rothschild (XII<sup>e</sup> arrondissement) où elle subit une opération de l'appendicite purement « stratégique ». 57 jeunes sont arrêtés dans cette affaire.

En mai, elle est transférée dans le camp de Drancy où elle retrouve ses camarades Henri Krasucki, Sam Radzynski et sa compagne, Rita Kurchand. Ils tentent quelques actions collectives comme chanter La Marseillaise, préparer matériellement et politiquement la déportation pour rester ensemble. Ils sont déportés à Auschwitz-Birkenau, par le convoi n° 55, le 23 juin 1943.

Maurice Cling est né en 1929 à Paris. Agrégé d'anglais, il enseigna au lycée de Nîmes, puis en Grande-Bretagne et enfin, docteur d'État, comme professeur d'université à Paris XIII.

Actif durant des décennies à l'Amicale d'Auschwitz, puis à la FNDIRP (Fédération nationale des déportés, internés, résistants et patriotes) dont il deviendra président-délégué, il est membre du conseil d'administration de la Fondation pour la mémoire de la Déportation. Il est l'un des témoins des documentaires *Héritages*, de Daniel et Pascal Cling, présenté par France 3 en octobre 1998, et des mêmes réalisateurs, présenté par Arte en janvier 2008.

Enfin, Guy Kryvopisko est conservateur du Musée national de la Résistance.

### Claude Ven

Il me semble naturel pour cette intervention, en tant que président, de m'appuyer sur celui qui, avec Henri Rol-Tanguy, est président d'honneur de notre institut d'histoire sociale de la métallurgie. Je veux parler de notre camarade Roger Linet.

Je m'appuierais donc sur la narration qu'il fit avec ses camarades, Roger Leroy et Max Nevers, sur leur déportation au camp de Natzweiler-Struhof, dans leur livre, *La résistance en enfer*.

Permanent du syndicat des métaux parisiens en 1936, mobilisé en août 1939, prisonnier avec des milliers d'autres en mai 1940, Roger s'évade de la citadelle de Laon en septembre et revient sur Paris.

Responsable interrégional des comités populaires de la métallurgie aux côtés d'Henri Jourdain et de Henri Tanguy, le futur Rol, ainsi que dans l'organisation clandestine du parti communiste français, il s'engage dans les FTP dès l'instauration de la lutte armée. Dénoncé, Roger est arrêté le 21 janvier 1943.

Détenu à Fresnes, il est déporté comme nuit et brouillard : N-N, Nacht und Nebel. Un dispositif mis en place par le maréchal Keitel sur injonction directe d'Hitler. Pour tout acte commis contre les forces d'occupation, il faut créer un effet de frayeur efficace et durable qui ne peut être atteint que par la peine de mort ou des mesures propres à maintenir les proches et les populations dans l'incertitude sur le sort des coupables. Le transport en Allemagne, dans le plus grand secret, permet d'atteindre ce but.

Pour Roger se sera le camp de Natzwiller-Struthof, en Alsace, territoire annexé par le Reich.

Le 12 juillet 1943, il passe la grille au dessus de laquelle s'affiche l'ironique et cruelle devise : « Arbeit macht frei », le travail rend libre. Le commandant Kramer qui sera plus tard muté à Auschwitz, leur précise : « Vous êtes entrés par le portail, vous ne pourrez sortir que par la cheminée du crématorium. »

Au total, ils seront 45 599 inscrits sur le registre du camp dont un certain « Vidal », le général Delestraint, chef de l'armée secrète. D'autres ne seront que de « passage » comme les convois de tziganes de juin 1944, envoyés directement à la chambre à gaz.

Permettez-moi de ne pas m'attarder sur les réalités de l'univers concentrationnaire. L'ouvrage est à votre disposition et Maurice et Paulette, par leur témoignage, le feront mieux que je ne pourrais.

Qu'ils me pardonnent donc si je passe sur ces treize mois d'enfer.

À partir d'août 1944, les choses se précipitent. Les alliés sont aux portes de Paris. À l'Est, les armées nazies reculent face aux troupes soviétiques. Les détenus voient passer dans le ciel, au dessus d'eux, les innombrables escadrilles de bombardiers alliés en direction de l'Allemagne.



Les convois d'arrivants se multiplient. Les internés sont désormais à 3 par paillasse quand ils ne dorment pas directement par terre.

Le 26 août, Paris est libéré. Rol, camarade de combat de Roger, signe la reddition des troupes allemandes.

Au Struthof, arrive un convoi de 109 femmes et hommes, tous du réseau « Alliance ». Ils sont immédiatement exécutés par pendaison ou d'une balle dans la nuque. Il en arrivera d'autres. En 36 heures, on dénombre 412 cadavres qui passent dans le four crématoire.

Mais le front se rapproche et l'évacuation du camp est décidée le 31 août.

Quand les américains le découvriront, le 26 novembre, il sera vide depuis deux mois. À l'exemple de Majdanek, évacué précipitamment par les allemands dès juillet, devant l'arrivée des troupes soviétiques.

Telle est la politique nazie, emmener les détenus ou les exterminer. Effacer toute trace, quel qu'en soit le prix, mobilisant parfois des trains entiers qui vont et viennent avec leur chargement de cadavres en puissance au gré des combats et des affectations bureaucratiques. Dans ces mois qui précèdent la capitulation, se met en place un gigantesque maelstrom. Les évacuations des camps, brouillent tout et marquent la fin du système concentrationnaire. Mais les souffrances des détenus atteignent alors un paroxysme et les morts sont innombrables. Les récits d'évacuation sont parfois hallucinants. C'est de la folie pure alors que la défaite ne fait plus aucun doute.

Le 3 septembre, c'est le tour de Roger et de ses camarades, direction Dachau.

Au fur et à mesure de l'avance alliée et de l'évacuation des camps, les conditions horribles deviennent atroces. De janvier à février 1945, sur 23 000 détenus, on comptera 10 800 morts du typhus dont 1 800 français. Les bombardements sont de plus en plus fréquents.

Le 19 avril, le général Delestraint est conduit devant le crématorium et abattu d'une balle dans la tête. À quelques jours seulement de l'arrivée des alliés.



M. Gautier, J. Ollivier-Timbaud, L. Caillaud-Croizat © A. Sayad

Le 26 avril, ce sont les prisonniers russes que l'on embarque pour une destination inconnue.

Jours après jours arrivent des cortèges impressionnants de détenus évacués d'autres camps, par colonnes interminables. Les fours crématoires ne suffisent plus. On creuse des fosses communes mais il devient impossible de camoufler les montagnes de cadavres qui s'entassent sur une hauteur de plus de deux étages.

C'est alors que surgissent des soldats américains. C'est toujours au hasard des combats et des avancées que les camps sont découverts.

Les SS hissent aussitôt le drapeau blanc et c'est une ruée humaine sur la grande place, une clameur géante, des rires, des pleurs, des cris de joie, dans toutes les langues. Et de plus, il fait si beau ! Nous sommes le 29 avril 1945. Il y a aujourd'hui exactement 70 ans...

Rapidement il faut gérer la situation, notamment sur le plan sanitaire.

Atterrés de découvrir ces squelettes vivants, les soldats américains distribuent leurs rations. Sur ces organismes dénutris et affaiblis, les boîtes de singe et le lait condensé font des ravages, certains en meurent.

La 7<sup>ème</sup> armée n'a pas prévu d'assistance et doit poursuivre le combat. Toutefois les autorités américaines détachent quelques membres pour aider et soigner. Des médicaments arrivent : vaccins, sérums, DDT...



Un autre camarade est déjà à Paris depuis la veille. Henri Krasucki, membre des MOI, arrêté le 23 mars 1943, battu et torturé, Henri sera interné à Fresnes puis à Drancy avant de partir le 23 juin pour cette destination inconnue, mystérieuse et redoutable que les enfants du camp ont baptisé « Pitchipoï », et qui a aujourd'hui un nom : Auschwitz-Birkenau.

Début 1945, face aux armées soviétiques qui approchent, les SS jettent 58 000 femmes et hommes sur les routes. Le 20 janvier il ne reste plus que ceux qui sont incapables de marcher. L'ordre est donné de les liquider. Henri, lui, arrivera à Buchenwald le 22 janvier 1945. Il participera, le 11 avril, avec d'autres déportés à la libération du camp. Évacué, il arrive à Paris le 28 avril, juste à temps pour participer au défilé du 1<sup>er</sup> mai. Il garde en souvenir celui de 1943, qu'il a vécu à Fresnes, les mots d'ordres patriotiques criés, chacun leur tour, par les détenus à l'isolement et la Marseillaise s'échappant des portes des cellules. Mais aujourd'hui il est de retour à Paris. Il n'a jamais raté un 1<sup>er</sup> mai. De celui-ci il dira : « Ce fut le plus fort. L'élan populaire, la joie, le soulagement, le pincement au cœur, les malheurs encore à vif, l'immense espoir, la renaissance d'un peuple, d'une nation... Une ambiance comme il ne s'en produit qu'une par siècle. Et la foule... La foule inchiffrable, la marée. »

Des 1018 déportés du convoi 55, parti de Drancy pour « Pitchipoï » et qui arriva le 26 juin 1943 à Auschwitz, ils ne seront que 72 à revenir, 72 survivants dont l'une est avec nous, aujourd'hui, à cette table.

À Dachau, aussi, on décide de fêter le 1<sup>er</sup> mai. Le comité français organise un défilé et un discours unitaire.

Durant ces journées, Roger et ses compagnons ne dorment guère, tellement il y a à faire, partout et pour tout.

Edmond Michelet, président du comité français du camp, assure la liaison quotidienne avec le commandant américain resté à Dachau.

Il faut assurer d'urgence des soins pour plusieurs milliers de malades de toutes nationalités, régler

les problèmes du ravitaillement pour les innombrables affamés et organiser le rapatriement à ceux dont l'état de santé le permet.

Mais les jours passent et les dispositions à prendre pour un rapatriement général tardent à être prises notamment par le ministre.

Le ministre, c'est Henri Frenay, créateur du mouvement de résistance « Combat », nommé à Alger depuis le 9 novembre 1943 à la tête du commissariat aux prisonniers de guerre et aux déportés.

Pour faire fonctionner son ministère, il intégrera les anciens fonctionnaires de Vichy, lui, l'homme de droite. Dès lors certains y verront un repaire de collabos.

En 1945 on estime qu'il y a près de deux millions de Français retenus en Allemagne. Au total, ils seraient plus de dix millions de tout statut et de toutes nationalités.

Les libérer ? On craint les troubles, la désorganisation, le désordre sur les routes, l'infiltration de suspects et surtout les dangers d'épidémie. Le souvenir des ravages de la grippe espagnole sur les populations après la Première Guerre mondiale est dans toutes les mémoires.

Pour l'heure le programme de Frenay est simple : que les rapatriables restent sur place, sur leur lieu de détention.

Pour les alliés, la priorité reste la poursuite des combats et le rapatriement des prisonniers de guerre qui peuvent renforcer les troupes engagées. Pour le reste, on ne compte guère d'anglo-saxons parmi les déportés.

Ces différences de traitement ne rendront pas la suite facile. À distance, on peut s'interroger sur l'affiche qu'éditera le ministère des « absents », où l'on peut voir un prisonnier de guerre en uniforme et un travailleur avec sa valise, soutenant un déporté dans son costume rayé, avec ce slogan : ils sont unis, ne les divisez pas.

Quand aux juifs, il en reviendra si peu.

Roger et ses camarades, eux, n'en peuvent plus d'attendre. Ils veulent secouer la torpeur des fonctionnaires de Paris. Devant le refus des américains, c'est clandestinement qu'une dé-



© A. Sayad

légation, composée de Max et trois camarades, part, munie d'un ordre de mission signé d'Edmond Michelet. Celui-ci fera son effet lorsqu'ils arrivent à Kiel dans la voiture allemande dont ils se sont emparés, les américains acceptent de les conduire à la gare de Strasbourg. Mais Max et ses camarades refusent d'embarquer dans les wagons à bestiaux ou sont déjà entassés des prisonniers de guerre. D'autorité ils montent dans un wagon de voyageurs ou les passagers prennent leur défense quand des militaires veulent les faire descendre.

À Paris, le ministère des « absents » a du s'adapter. C'est la gare d'Orsay qui sert de lieu d'accueil. Mais personne n'avait envisagé l'état de santé des déportés. Il faut rapidement leur trouver un lieu plus adapté. Ce sera le Lutétia.

Les travaux, dont ce palace du VI<sup>e</sup> arrondissement, fait actuellement l'objet, le laissent à l'écart de toute commémoration et l'impressionnant échafaudage dont il est corseté interdit l'accès à la plaque du souvenir sur sa façade. C'est à l'hôtel de ville du X<sup>e</sup> que l'on peut voir l'exposition : « Lutétia, 1945 – Le retour des déportés. »

Ayant satisfait aux formalités administratives et sanitaires, Édouard Aubert atteint du typhus est hospitalisé, les deux autres camarades rejoignent leur famille. Max décide alors d'aller seul au ministère. Demandant à être reçu par le ministre, on lui dit d'attendre. Comment peut-on attendre ?

Lorsqu'il retourne au Lutétia, il est attrapé par des dizaines, des centaines de personnes qui lui montrent des photos, de ceux dont ils sont sans nouvelles.

Débordé devant toutes ces sollicitations, il leur explique qu'ils sont encore des milliers à mourir à Dachau et sans doute ailleurs, qu'il est mandaté pour parler au ministre Frenay afin qu'il fasse accélérer les choses. Il faut d'urgence des vivres, des médicaments et organiser le rapatriement. Autour de lui c'est l'attroupement, presque une manifestation. Dès le lendemain matin, deux inspecteurs des renseignements généraux viennent le chercher et le conduisent au ministère. Deux jours après, une large délégation sanitaire prend l'avion pour Dachau.

Là-bas, à quelques kilomètres au sud de Munich, ce début de mai est inoubliable. Ce sont des jours d'agitation, de rêve et surtout d'impatience. C'est dans cette ambiance que l'on apprend que le drapeau soviétique flotte sur Berlin. On décide aussitôt d'organiser un grand défilé de la victoire.

Cette manifestation du 8 mai prend des airs de protestation contre les autorités américaines qui ne prennent pas assez vite les mesures nécessaires au rapatriement. On pousse même quelques sifflants en passant devant les soldats alliés.

Après la découverte, toujours fortuite et répétée des camps, aucun allié belligérant n'a prévu ni ne prévoira d'équipes spéciales chargées de les libérer. Aucun dispositif spécifique ne sera pris à l'échelle du haut commandement si ce n'est la visite des camps et l'accès à la presse.

Et pour la suite : on ouvre la porte et tout le monde rentre chez lui ?

Le retour des déportés est une question délicate. Certes il y a les camps, mais il y a aussi les multiples Kommandos, les chantiers annexes et les évacués disséminés sur les routes ou dans des wagons de chemin de fer.

Pour Buchenwald le retour fut rapide et efficace. Le camp est évacué en 8 jours, 2 semaines après l'arrivée des américains. Il fut déplorable pour Dachau, Mauthausen et surtout Bergen-Belsen. Découvert par les britanniques le 15 avril, ils y ins-



taurent aussitôt une quarantaine drastique dans la crainte du typhus et confient la garde aux hongrois, anciens supplétifs des troupes allemandes. Les vivres fournis sont insuffisants et de mauvaise qualité. Ce seront les prisonniers de guerre d'un camp voisin, alimentés avec du pain blanc et des denrées de choix, mais il faut dire qu'ils étaient 10 000 britanniques sur les 30 000 que comptait le Stalag, qui apporteront secours et solidarité dans cette enfer. Il faudra attendre le 5 juin, près de deux mois, pour que le camp soit enfin évacué.

À cet instant laissons la parole à Roger :

« Au sein du comité français patriotique nous avons abordé, dans nos réunions, la question d'une proclamation ou d'un message à approuver au moment de notre départ du camp. Aussi étonnant que cela puisse paraître, c'était un sujet épineux !

Par exemple, définir le fascisme hitlérien en disant que c'est la terreur, l'agression contre les libertés humaines et démocratiques, voilà des mots qui ne convenaient pas à tous ! Dire que l'hitlérisme cherchait à avilir l'homme, à le diminuer, à l'écraser, cela paraît excessif à certains !

Dire que pour se préserver d'un tel danger à l'avenir, il fallait extirper toutes ses racines, et que la seule garantie nous paraissait d'être dans une démocratie véritable, voilà encore des expressions qui ne passaient pas !

Finalement, il fallait s'en tenir au souhait que le programme du conseil national de la résistance soit mis en application par toutes les forces unies de la nation. Et encore ! Pour un peu, on nous aurait reproché de faire de la politique ! Notre message, raccourci recueillait heureusement l'unanimité dans l'expression : « Non ! Plus jamais ça ! » »

Ces atermoiements dans de telles circonstances nous surprennent. Ils sont les prémices des dissensions à venir mais aussi la démonstration que ces femmes et ces hommes avaient non seulement résisté et survécu à l'inhumain, mais conservé leur identité, le sens profond de leur engagement individuel, quel que soit leur opinion politique, philosophique ou religieuse.

19 mai, enfin, c'est le départ. L'évacuation, pré-

vue jusqu'au 8 juin, sera hâtée sur ordre de de Gaulle qui exige qu'elle soit terminée avant la fin mai. Un convoi de camions militaires français est annoncé pour le rapatriement. Comme vêtements pour le voyage, les américains ne trouvent pas mieux que de distribuer des uniformes militaires allemands. Le refus est catégorique. On finit par accepter le linge de corps et les brodequins et on trouve en vitesse des fringues pour aller jusqu'à Strasbourg où des vêtements neufs les attendent.

Roger Linet et son camarade Guy Gaultier, qu'il a embarqué avec lui malgré son début de typhus, ne traînent pas au Lutétia. Ils sont allergiques aux formalités bureaucratiques et s'éclipsent au petit matin. Mais il est trop tôt. La poste est fermée pour prévenir la famille. Au 44 rue le Pelletier, siège du parti, il n'y a que le service d'ordre. Alors toujours à pied, les deux rescapés se rendent au 213 rue Lafayette, à la fédération des métaux. La première porte qui s'ouvre est celle d'Alfred Costes qui leur tombe dans les bras. Surgissant de derrière la cloison, Louis Gatignon qui vient de les entendre lui dit : « Tu connais Linet ? Ca tombe bien on a pas sa photo. On a fait agrandir toutes celles des militants fusillés ou morts dans les camps. C'est pour le congrès ces jours-ci... » Roger ne peut que lui répondre : « Et bien prends-là ta photo ! » Il est tondu et a perdu 40 kilos.

Rires, confusions, excuses et changement de liste. Il est aussitôt inscrit sur celle des candidatures au comité exécutif fédéral. Promotion spontanée aux côtés d'Henri Jourdain qui arrivait juste de Mauthausen.

Puis c'est le retour au 94 de la rue qui portera bientôt le nom de Jean-Pierre Timbaud.

Benoît Frachon l'appelle au téléphone et le bombarde secrétaire de l'USTM de la région parisienne.

Une de ces premières « tâches », avant le congrès, fut de contribuer à dresser la liste des militants fusillés ou morts en déportation. Liste provisoire et déjà si impressionnante...

Roger en connaissait beaucoup... On espérera, durant de long mois, des nouvelles des cama-



G. Kryvopissko et P. Sarcey © A. Sayad.

rades déportés et disparus, à l'image Henri Gauthier dont on perd la trace dans l'évacuation de Monowitz.

Cette liste sera gravée sur une plaque et inaugurée en 1954.

Malgré les 216 noms qui y sont gravés, elle demeure incomplète. Aujourd'hui encore nous travaillons à restaurer la mémoire de ceux qui ont donné leur vie pour des lendemains meilleurs.

Dans leur livre, les anciens du Struthoff, précédaient leur épilogue de ces vers d'Aragon :

***Et s'il était à refaire***

***Je referais ce chemin***

***Une voix monte des fers***

***Et parle des lendemains***

Je voudrais y rajouter ceux-ci :

***Déjà les mots n'ont plus de sens***

***Déjà l'oubli déjà l'absence***

Redonnons leur la parole : « Au terme de cette évocation, nous craignons d'entendre la remarque que nous nous sommes faites, nous-mêmes, depuis longtemps : votre récit vient un peu tard !

N'est-ce pas trop tard en effet ? Il est vrai que l'oubli a fait son œuvre. Peut-être l'indifférence l'a-t-elle remplacé ?

La vie a repris ses droits peu à peu. La France avait besoin de se relever, à tous points de vue. Il y avait fort à faire !

La mise en application du programme du Conseil national de la Résistance pouvait et devait guider et mobiliser les énergies nécessaires. Malheureusement très tôt, des embûches ont entravé sa réalisation. La démocratie a connu des hauts et des bas. On en parle beaucoup, on ne l'applique pas assez.

Quant à nous, nous nous honorons de n'avoir rien oublié. Nous continuons à souhaiter que le sacrifice de tant des nôtres n'ait pas été vain. Tel est le sens de notre message ! Et puisque, hélas, de nouveaux dangers se profilent à l'horizon, nous souhaitons que les nouvelles générations s'unissent et agissent pour empêcher le retour de pareilles situations. »

Ce dimanche, le président François Hollande était au camp du Struthof.

Peut-il suffire de répéter, à date fixe, des mots, toujours à peu près les mêmes, avec plus ou moins de force, pour apaiser la mémoire, et empêcher que l'horreur ne retrouve le chemin du quotidien ?

Quoi que nous puissions dire, écrire, quelle que soit notre conviction, notre talent, nous ne pourrions faire s'évaporer le danger qui nous guette. Comme l'a écrit Primo Lévi : « C'est de l'espèce humaine que l'âme doit aujourd'hui se défendre. »

Notre seule ambition ne peut être que celle de la vigilance. Si par cet incessant rappel de ce qui fut, nous parvenons à devenir des guetteurs, nous aurons réussi. Des guetteurs, à l'affût de chaque écart, chaque faux pas, chacune de ces faiblesses ou de ces tolérances coupables, qui rendent l'horreur moins horrible, l'atrocité moins noire et le crime moins sombre. Nous devons secouer les consciences, refuser l'apathie, interpeller car pour laisser la parole à Primo Lévi : « c'est dans l'absence de pensée des bourreaux que s'organise la catastrophe majeure du consentement, où se prépare celle de la participation. L'atteinte aux libertés et la manifestation de la haine raciale mènent irrésistiblement aux



camps. Puisse l'histoire des camps d'extermination retentir pour tous comme un sinistre signal d'alarme. »

Les chemins restent ouverts, qui conduisent à « Pitchipoï ».

### Paulette Sarcey

Je suis née à Paris, d'un père communiste et d'une maman qui était une véritable « fée du logis ». C'étaient des travailleurs immigrés qui demandaient simplement le droit au travail. C'était très difficile mais j'ai grandi dans une ambiance gaie et militante, et j'ai eu une enfance choyée.

Entre les deux guerres, des immigrés sont arrivés d'un peu partout. Après l'hécatombe de la Première Guerre mondiale, les maîtres des mines ont fait venir des mineurs d'ailleurs, d'abord polonais, puis italiens après l'arrivée de Mussolini au pouvoir. Sont aussi arrivés de nombreux juifs d'Europe centrale. C'était des travailleurs clandestins et pour les organiser, le parti communiste a eu l'idée de les regrouper en fonction de leur langue.

Je parlerai de ce que j'ai vécu, à savoir la section juive de la MOI. Mon père était un militant des Cuirs et Peaux, un secteur où les métiers étaient saisonniers. Les enfants comme moi étaient français : certains depuis leur naissance, d'autres, comme Henri Krasucki, étaient arrivés en France en bas âge. Nous sommes allés à l'école, nous étions intégrés sauf qu'à la maison, je parlais le yiddish avec mes parents.

Nous n'étions pas communistes mais nous recevions dans ces patronages une éducation progressiste. Ce que nos parents n'avaient pas le temps de nous dire, j'en entendais parler dans un journal juif et dans *L'Humanité*. Nous étions au courant de la guerre d'Espagne, de l'arrivée d'Hitler au pouvoir, de la nuit de cristal, des premiers camps de concentration, etc. Nous avons une formation politique progressiste. Nous étions des pionniers. Nous avons des foulards rouges et participions à toutes les manifestations, au mur des fédérés ou aux obsèques de Paul Vaillant-Couturier par exemple.

En 1940, j'avais 16 ans, j'habitais à Belleville ou vivait une forte communauté de juifs, souvent très pauvres. Je me souviens de ce jour où, alors

que je me trouvais rue du faubourg du Temple, j'entendis le bruit sourd des véhicules allemands qui descendaient depuis la Porte des Lilas. Je fus alors prise de panique car on nous avait dit au patronage que nous avions un double contentieux avec les Allemands, d'abord parce que proches des communistes, ensuite parce que juifs.

Fin juin, une dame du patronage me demanda si je voulais faire quelque chose pour lutter contre l'occupant, sans m'en dire plus. Quelques jours plus tard, un jeune garçon sonna à ma porte : c'est Henri Krasucki, qui n'avait pas encore seize ans. Nous avons beaucoup de points communs : nous étions des enfants d'immigrés, nous parlions yiddish à la maison et avons appris le français à l'école. Il m'expliqua que nous allions faire un travail clandestin, illégal, et que nous risquions d'être arrêtés. Il fallait donc faire attention à ne pas être filés, éviter de rencontrer nos camarades d'avant. Avec Pierre Beckermann, nous formions le premier « triangle » du vingtième arrondissement. Mon travail était de rechercher mes camarades du patronage d'origine juive pour leur demander de nous rejoindre.

Nous commençâmes alors un travail politique. Cela peut paraître modeste quand je le raconte mais ce fut le démarrage d'une organisation extraordinaire qui a couvert Paris jusqu'en 1943. Nous avons commencé par fabriquer notre propre matériel. À partir de 1940, nous partions camper tous les week-ends avec nos copains, sauf que nous lancions des tracts par la fenêtre du train et que ceux qui partaient à vélo en profitaient pour couper des câbles téléphoniques sur leur passage. Nous nous sommes réunis jusqu'au dimanche 22 juin 1941, date où un copain nous annonça que l'Allemagne avait attaqué l'Union soviétique.

Notre production, c'était d'abord des « papillons », que nous écrivions avec des articles de papeterie pour enfants, et qui transmettaient des slogans très courts. Notre travail consistait en fait à remonter le moral à une population désorientée.

Notre production était importante. Outre le XX<sup>e</sup>, il y avait des triangles dans les XI<sup>e</sup>, XIX<sup>e</sup> et X<sup>e</sup>



J. Ollivier-Timbaud © A. Sayad

arrondissement. Pour mon premier boulot, Henri Krasucki m'avait donné un contact avec un jeune homme qui avait un paquet de journaux édités par le parti communiste. La lecture de ce journal fut pour nous un moment très important car elle nous donna une ligne à laquelle nous adhérons totalement.

Notre travail consistait aussi à sortir par groupes de trois, composés de deux garçons et d'une fille. Un garçon tenait la fille contre lui et écrivait des slogans à la craie pendant que l'autre garçon faisait le guet. Nous avons aussi commencé à être présent sur le marché du boulevard de Belleville, où nous lançions des papillons que les gens ramassaient et mettaient dans leur filet. Nous en avons aussi lancé devant les cinémas et même, à l'idée d'Henri Krasucki, à l'intérieur des cinémas, grâce à un ingénieux système qui nous permettait de les lâcher depuis le balcon. Nous avons fait des exploits. Nous étions jeunes et avec le recul, je me demande comment des adultes ont pu laisser des jeunes de 15 ou 16 ans faire un travail qui risquait de les conduire en prison, voire de les condamner à mort.

Nous brûlions aussi des poteaux indicateurs rédigés en allemand, de préférence en plein jour. Je me souviens y avoir participé, avec un garçon nommé Kojinski, à la station Martin Nadaud. Je portais un paquet de chiffons et Kojinski, une bouteille d'essence. Je me suis baissé au pied du poteau pour faire semblant de refaire mes lacets et ai disposé les chiffons tout autour. Ko-

jiski est arrivé pour m'aider, a vidé la bouteille d'essence, craqué une allumette qu'il a lancée sur les chiffons avant de s'en aller.

Les Allemands faisaient aussi travailler des ateliers de fourrure et de tricot, où des ouvriers – souvent juifs – fabriquaient des vêtements chauds pour les soldats allemands sur le front. L'OS (organisations spéciale), qui a précédé les FTP-MOI, avait décidé de les saboter. Ainsi, sous prétexte de collecter des fonds pour les enfants dont les parents avaient été déportés, je suis allée un jour dans une usine où j'ai provoqué un court-circuit qui a arrêté les machines pendant plusieurs heures. L'OS a aussi fait brûler des stocks destinés à partir pour l'Allemagne.

La Jeunesse communiste avait subi beaucoup de pertes. À Paris, elle était inexistante. C'est nous, les jeunes de la MOI, qui couvrons la totalité des arrondissements de Paris. En 1942, Henri Krasucki était responsable de la jeunesse du XX<sup>e</sup> arrondissement et de la région parisienne, avec deux autres camarades. Dans la rue des Immeubles industriels habitait une forte communauté de travailleurs juifs, dont les jeunes faisaient partie des mouvements de jeunesse. Ils avaient une copine à laquelle ils avaient donné un tract à lire. Son père avait été arrêté au mois d'août 1941 lors de la rafle du XI<sup>e</sup> arrondissement qui suivit l'ouverture du camp de Drancy et sa mère le 7 juillet, lors de la rafle du Vel' d'Hiv'. Cette jeune fille disait qu'elle voulait venger ses parents, non en lançant des tracts mais des bombes et elle voulut rencontrer Henri Krasucki. Ne pouvant se faire une opinion seul, il l'envoya à Raïski, qui estima que cette fille n'était pas pour nous. Mais le mal était fait : les uns après les autres, nous étions filés. Les gendarmes ne nous ont jamais pris en train de lancer des tracts ou d'écrire des graffiti. Ils se sont simplement rendus compte que ces jeunes qu'ils suivaient étaient suspects.

Nous avons été arrêtés le 23 mars 1943 par les brigades spéciales dans notre PC clandestin. Quand les policiers sont entrés dans notre planque, ils ont trouvé beaucoup de matériel. Ils se sont mis à nous tutoyer, à nous bousculer et nous ont envoyés au commissariat de la rue du Surmelin. Au bout d'un moment, nous



sommes montés dans un car qui contenait d'autres jeunes et avons été envoyés, une cinquantaine au total, à la Préfecture. Nous avons été affectés aux brigades spéciales et séparés dans des salles différentes. Henri Krasucki fut le premier à être interrogé. Les policiers ont trouvé sur lui une clé et l'ont tabassé pour qu'il leur dise quelle porte elle permettait d'ouvrir – en fait, une planque situé rue Compans, qui avait été louée pour que les responsables de la Jeunesse communiste puissent se réunir ailleurs que dans la rue.

Ce furent alors des interrogatoires dont il est impossible de décrire la bestialité. J'en ai eu ma part. Il y avait dans ces grandes salles un lit en fer qui était destiné aux camarades qui venaient de se faire passer à tabac. Après l'avoir moi-même été, une femme – médecin et communiste – vint me voir pour me demander comment j'allais. Je lui répondis que je ne me sentais pas bien et elle me dit de demander à voir un médecin, ce que je fis. Le lendemain, je fus donc emmenée à l'Hôtel Dieu, accompagnée par deux inspecteurs. Pendant qu'il m'examinait, je demandai au médecin de me sauver et il me répondit qu'il allait me faire hospitaliser pour une salpingite aiguë. Le commissaire ne voulut pas que je sois hospitalisée à l'Hôtel Dieu mais à l'hôpital Rothschild dont le directeur était un odieux collaborateur. Par l'intermédiaire des médecins, que j'ai supposé faire partie d'un réseau de Résistance, j'ai quand même reçu un message de la MOI. Je suis alors entrée en contact avec Raïski à qui j'ai pu faire un rapport.

Je suis arrivée à Drancy le 18 mai 1943 où j'ai retrouvé tous mes camarades sauf trois : Henri Krasucki, Sam Radzynski et Rita Kurchand. Ils sont arrivés le 21 juin et nous avons été déportés le 23 juin par le convoi n° 55. Seuls six d'entre nous en sont revenus.

### Maurice Cling

Ma famille était juive d'origine roumaine. Mon père est arrivé en France en 1914, quelques mois avant la déclaration de guerre, et s'est engagé dans la légion étrangère où il a obtenu les deux plus hautes distinctions militaires françaises : la médaille militaire et la Croix de guerre.

J'ai eu moi aussi une enfance choyée mais très loin des préoccupations d'une famille de militants. J'ai été élevé dans le culte de la République et de l'école laïque. Mes parents avaient entendu parler de la France quand ils vivaient encore en Roumanie à l'occasion de l'affaire Dreyfus – c'était une sensation, dans ce pays, qu'un juif puisse travailler au quartier général de l'armée puis ait été réhabilité par la République. Mon père est venu en France à cause de la misère et des persécutions qu'il subissait là bas.

Mes parents étaient favorables, par exemple, aux Républicains espagnols mais ils n'étaient pas communistes, de telle sorte que sous l'Occupation, ils ne se sont pas rendus compte du danger. La mise en place des mesures de persécution a en effet été très progressive. En 1942, j'allais à l'école avec une étoile sur moi et je n'ai jamais reçu de propos insultants. De telle sorte que le 4 mai 1944, peu avant le débarquement, le ciel nous est tombé sur la tête. Quand on est venu arrêter ma famille, ma mère, ne se rendant pas compte du danger et constatant que je ne figurais pas sur la liste des personnes à emmener, a demandé qu'on aille me chercher à l'école pour me garder, avec mon frère, auprès d'elle.

Nous avons été internés à Drancy le 20 mai. Le 23 mai, des autobus nous ont emmenés à la gare de Bobigny et nous sommes partis dans le convoi n° 74 qui, comme les 73 précédents, comprenait environ 1 000 personnes. Il faut bien voir qu'à l'époque, les enfants de quinze ans n'étaient pas les mêmes qu'aujourd'hui. Il n'y avait pas de télévision, pas de journaux, on ne parlait pas de politique aux enfants. Je vivais moi-même dans un univers « chevaleresque », baigné de littérature et totalement éloigné de la réalité.

Nous sommes donc partis pour Auschwitz sans rien connaître de notre destination. Il y avait en effet un secret d'état sur les camps d'extermination. Nous ne savions pas ce qui s'y passait et n'entendions que des rumeurs qui nous paraissaient totalement farfelues, comme celle qui voulait que l'on fasse du savon avec les juifs. Je me souviens également, plus tard, d'un jeune résistant déporté qui reçut une lettre dans laquelle son père lui demandait s'il voulait qu'il lui



M. Cling et J.-F. Caré © A. Sayad

envoi son vélo. Cela montre bien l'ignorance totale qui était celle de la population française à propos des camps.

Mon père, ma mère, mon frère et moi sommes arrivés tous les quatre à Auschwitz. Mon père et ma mère ont été immédiatement gazés. Mon frère et moi avons été « sélectionnés » pour travailler au fonctionnement du système. Après quatre mois, mon frère a à nouveau été « sélectionné » mais pour être tué cette fois-là. Je me suis donc retrouvé seul et j'ai été sauvé par deux militants communistes, dont l'un était arrivé dans le convoi des 45 000 déportés vers Auschwitz. Il avait été placé par la Résistance interne dans l'infirmerie en tant que chef de chambre – les résistants se réunissaient en effet dans le bloc des maladies contagieuses car les SS n'y venaient jamais – et voyant que j'étais français, il m'y a fait entrer en tant qu'auxiliaire. Ne connaissant ni le yiddish, ni l'allemand, ni le polonais, je ne comprenais rien à tout ce qui se disait autour de moi. Grâce à lui, j'ai été protégé, j'étais au chaud, j'avais assez à manger pour survivre.

À Auschwitz, j'ai aussi été protégé par une polonaise d'origine juive qui était venue en France pour faire des études et qui avait adhéré au parti communiste en 1936. Pendant la guerre, elle faisait partie de la section allemande de la MOI, qui rédigeait des tracts en allemand destinés aux soldats de la Wehrmacht cantonnés en France. Elle avait été arrêtée et envoyée à Auschwitz, près de son lieu de naissance où sa famille avait été massacrée. Je l'ai rencon-

trée par hasard et elle a pris pitié pour cinq ou six jeunes Français qui se trouvaient là. Elle m'a envoyé voir un médecin qu'elle avait connu dans le VI<sup>e</sup> arrondissement, m'envoyait des douces... Elle travaillait dans un laboratoire à Birkenau et me disait que si j'apprenais l'allemand, elle m'y ferait entrer en tant que coursier.

Le 18 janvier 1945, lorsque l'armée russe a lancé sa grande offensive, les Allemands ont décidé d'évacuer le camp vers le centre de l'Allemagne. Les conditions de cette évacuation furent épouvantables : en plein hiver, sans nourriture, avec les SS à la fin la colonne qui abattaient tous ceux qui ne pouvaient plus marcher. Nous avons ensuite été dispersés dans différents camps situés sur le territoire allemand. J'ai pour ma part atterri à Dachau où je suis resté trois mois.

Puis devant l'avancée des troupes américaines, les prisonniers de Dachau ont été envoyés – toujours à marche forcée – vers le Tyrol, où les officiers supérieurs nazis voulaient constituer un réduit et nous utiliser comme monnaie d'échange. Finalement, j'ai été libéré par les Américains et incarcéré pendant quelques semaines dans une caserne à Garmisch-Partenkirchen. Puis j'ai été remis, avec d'autres, à la première armée française, qui nous a rapatrié en France. À la frontière, on nous a remis des vêtements civils, ainsi que des bérets pour cacher nos crânes rasés. J'ai été envoyé à l'hôtel Lutétia où je ne suis resté que quelques heures. Puis on a détecté chez moi une tuberculose. J'ai donc été envoyé à l'hôpital Bichat, puis au sanatorium.

### Paulette Sarcey

Il y aurait beaucoup à dire sur la résistance interne dans le camp d'Auschwitz.

### Maurice Cling

À Auschwitz, un groupe de combat avait été constitué par un autrichien communiste et les représentants de diverses nationalités. Grâce à eux, les informations circulaient entre les trois camps. En arrivant à Auschwitz 1, j'ai par exemple vu une liste des femmes qui avaient survécu – dans laquelle ne figurait hélas pas ma mère. Ce groupe



de combat a joué un grand rôle, même s'il y a eu des problèmes avec les résistants polonais qui ne voulaient rien avoir à faire avec les communistes. Je peux en tout cas témoigner que j'ai survécu grâce à cette résistance interne.

### Jean-François Caré

Je précise qu'en 2016, le thème choisi pour le Concours national de la Résistance sera l'art dans les camps. Le bureau de l'IHS décidera peut-être de prendre le même pour notre journée des anciens de l'an prochain.

### Guy Kryvopissko, conservateur du musée national de la Résistance

La résistance s'est effectivement poursuivie dans tous les camps mais elle ne put réellement tenir qu'à Buchenwald et Mauthausen. On peut donc parler de « libération » pour ces deux camps car les déportés résistants contribuèrent à leur propre libération.

Cette année, le musée de la Résistance est fier de pouvoir exposer au musée du camp de Buchenwald des gravures réalisées par Pierre Provost. C'était un graveur de métier, qui avait mis ses talents au service des antifascistes et des antinazis avant guerre, puis de la Résistance sous l'Occupation, ce qui lui valut d'être arrêté puis déporté à Buchenwald. En captivité, il continua à graver des tampons qui permirent de fabriquer de faux papiers, des bulletins d'admission dans l'infirmerie du camp, etc. Il grava même la médaille du camp avant la libération de celui-ci.

Il nous semblait important que cette histoire soit présentée au musée du camp de Buchenwald à l'occasion du 70<sup>e</sup> anniversaire de sa libération. Elle établit aussi un lien avec le thème de votre prochaine journée.

Je souhaiterais par ailleurs poser une question à Maurice Cling et Paulette Sarcey : qu'est-ce qui explique votre militantisme ? Pourquoi continuer à témoigner aujourd'hui ?

### Maurice Cling

On parle beaucoup d'Auschwitz, parfois plus que de la Résistance, mais on ne parle pas des causes de la Shoah (« catastrophe » en hébreu). Après la Première Guerre mondiale, on a parlé

de la « der des der », puis après la deuxième, on a dit « plus jamais ça ! », mais on ne parle pas des causes de ces guerres. Cette question est pourtant capitale si l'on veut éviter qu'elles se reproduisent. Si l'on ne parle pas de Munich et du Front Populaire, on ne peut pas comprendre ce qui s'est passé à Vichy. Or les mêmes causes produisant les mêmes effets, cela risque de se reproduire mais en pire. Les Nazis ont en effet été arrêtés dans leur élan par la coalition antifasciste mais s'ils ne l'avaient pas été, il y aurait eu des millions de morts supplémentaires. Avec les évolutions technologiques, on imagine donc facilement ce que pourraient faire les « héritiers » des nazis.

Je souhaiterais également revenir sur le mot libération. Annette Wieviorka, qui est très anti-communiste, parle de « libération » entre guillemets pour Auschwitz parce que ce camp a été libéré par l'Armée rouge. Elle n'en parle donc pas, sauf pour la dénigrer. Il faut aussi saluer la résistance qui s'est organisée à l'intérieur des camps. On parle par exemple du camp de Sobibor en disant que c'est le seul camp dans lequel l'insurrection a réussi mais cela a au fond peu d'importance. Ce qui compte, c'est de s'être battu, même lorsqu'on a échoué.

### Paulette Sarcey

Pourquoi témoigner aujourd'hui ? Parce qu'il y a des choses que l'on a besoin de raconter : les horreurs auxquelles on a assisté, les exécutions, le travail des Sondercommandos qui devaient, après que le Zyklon B avait été envoyé dans la cheminée de la chambre à gaz, en sortir les cadavres, séparer les femmes qui tenaient encore leurs bébés contre elles, leur tondre les cheveux, regarder s'ils avaient des dents en or, puis enfourner les corps dans les fours crématoires. On est obligé de raconter tout cela !

Aujourd'hui, on entend parfois des commentaires antisoviétiques ou anticomunistes. Moi, je n'oublierai jamais que c'est l'Armée rouge qui nous a libérés, ni le courage de l'Union soviétique qui a eu 20 millions de victimes pendant la guerre. Jusqu'au bout, nous continuerons donc à raconter la même histoire car les personnes qui l'entendent, elles, changent constamment.



A. Véronèse, H. Tronchon © A. Sayad

### De la salle

J'ai apprécié les propos de Maurice Cling sur les causes de la guerre. Dernièrement a eu lieu au musée des Archives Nationales (entre le 26 novembre 2014 et le 2 mars 2015) une exposition tout simplement scandaleuse. Sur le thème de la collaboration économique, la seule personne citée était un chiffonnier juif. Il faut donc bien rappeler que si l'entreprise Renault a été nationalisée, c'était parce qu'elle avait collaboré avec l'Allemagne, et que la famille de Louis Renault a perdu son procès en réhabilitation.

Je ne suis pas historien mais je collectionne les mémoires. En 1994, j'ai participé à une brochure, tirée à 10 000 exemplaires, destinée à contrer cette campagne de réhabilitation, or sur la période de la Deuxième Guerre mondiale m'intéresse, j'ai comptabilisé 161 militants de Renault Billancourt fusillés (24), déportés (117) et incarcérés (20) et je suis sûr que nous allons en trouver d'autres à mesure que les archives seront exploitées.

### De la salle

En 1983 est sorti un film de Jean-Patrick Lebel baptisé *La Cité de la Muette* dans lequel Paulette Sarcy raconte longuement la résistance à Auschwitz. Je crois qu'il faudrait le projeter plus souvent.

### Pierre Outteryck

Nos camarades ont raison d'insister sur la résistance qui s'est organisée dans les prisons françaises et les camps de concentration durant l'Occupation, même si elle n'a pas connu partout le même aboutissement qu'à Buchenwald ou Mauthausen.

Sur la collaboration économique, peu de choses sont dites. J'aimerais aussi souligner que la main d'œuvre déportée dans les camps travaillait pour des grandes entreprises allemandes, qui ont encore pignon sur rue aujourd'hui, comme Volkswagen. C'est l'un des éléments de cette histoire barbare qui a marqué la période 1933-1945.

Quant au caractère mondial de la guerre, nous insistons beaucoup sur ce qui s'est passé en Europe mais n'oublions pas ce qui s'est passé en Orient sous la férule de la dictature nippone.

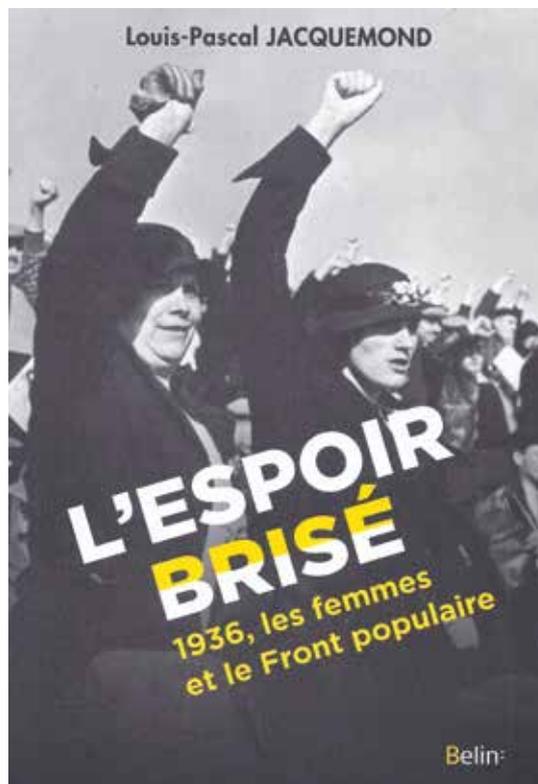
## L'ESPOIR BRISÉ

**L**ouis-Pascal Jacquemond, auteur d'une biographie d'Irène Joliot-Curie, vient de faire paraître aux éditions Belin une utile et intéressante synthèse intitulée *L'espoir brisé. 1936, les femmes et le Front populaire*. Cet ouvrage, dont l'objectif est de dresser un panorama vivant des femmes de toutes conditions durant cette courte et bouillonnante période du Front populaire est une réussite.

Des développements sont ainsi consacrés à la place des femmes dans les grèves, dans les organisations syndicales, sur leur lutte pour le droit de vote et l'égalité salariale, sur l'obtention de nouveaux droits ou encore sur l'évolution des représentations de la femme. Enfin, les femmes « invisibles », du monde rural, des colonies et de l'immigration ne sont pas oubliées. Le tout est animé par le recours à des biographies et à des témoignages de femmes sur l'événement.

L'ouvrage comprend des repères chronologiques ainsi qu'une bibliographie sélective.

***L'espoir brisé. 1936, les femmes et le Front populaire*, Belin, 23 €**

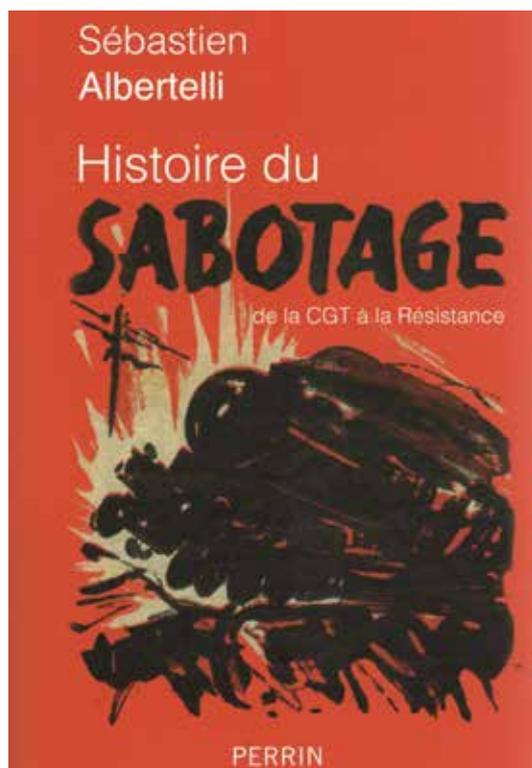


## HISTOIRE DU SABOTAGE

**L**es éditions Perrin viennent de faire paraître une étude minutieuse et passionnante de Sébastien Albertelli sur l'histoire du sabotage, de la CGT à la Résistance. Agrégé d'histoire, celui-ci s'était précédemment illustré par son travail de thèse consacré au Bureau central de renseignement et d'action (1940-1944), les services secrets du général de Gaulle.

De son émergence au sein du courant syndicaliste-révolutionnaire de la CGT à fin du XIX<sup>e</sup> siècle jusqu'à la capitulation des armées allemandes en 1945, en passant par le sabotage militaire de la Première Guerre mondiale, par l'action de la Résistance et des Alliés durant la Seconde Guerre mondiale, le tableau est exhaustif, même si l'on peut regretter l'absence de bibliographie et d'état des sources. Cette somme remarquable est d'ores et déjà un ouvrage incontournable sur cette question.

***Histoire du sabotage, de la CGT à la Résistance*, Perrin, 25 €**





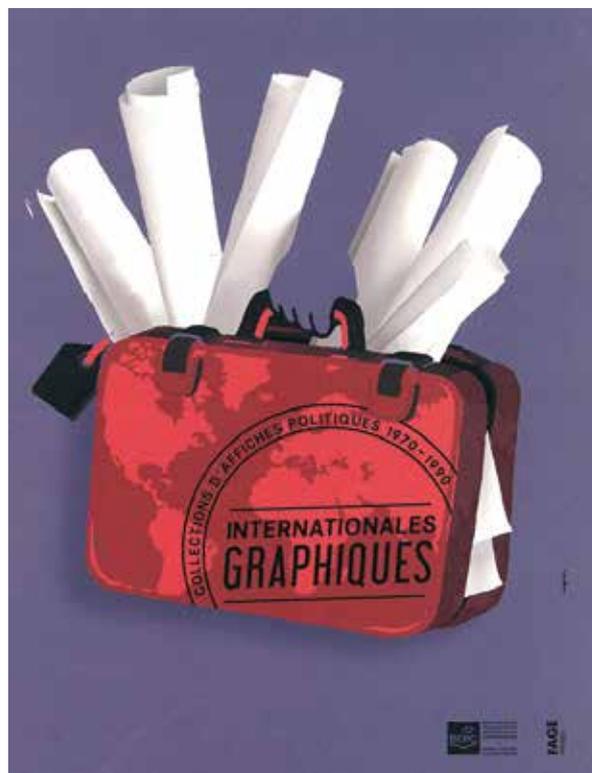
## INTERNATIONALES GRAPHIQUES

**S**i vous avez manqué l'exposition organisée à l'Hôtel national des Invalides du 17 février au 29 mai 2016 par la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (BDIC) de Nanterre, vous pouvez vous rattraper en consultant le catalogue paru aux éditions Fage.

Après les expositions « L’Affiche polonaise de 1945 à 2004 » (2005) et « Affiche-action. Quand la politique s’écrit dans la rue » (2012), la BDIC propose de s’attarder sur les affiches politiques des décennies 1970-1990 dont les principaux thèmes furent la lutte contre le colonialisme, les dictatures, le racisme, les inégalités sociales, pour le pacifisme et les droits de l’homme.

Proposant dix contributions, cinq entretiens, les notices biographiques des graphistes exposés, une bibliographie ainsi que le parcours de l’exposition, ce catalogue est riche de réflexions et de mise en perspective internationale.

**Internationales graphiques. Collections d’affiches politiques 1970-1990, Fage, 28 euros.**




## GRAND EST

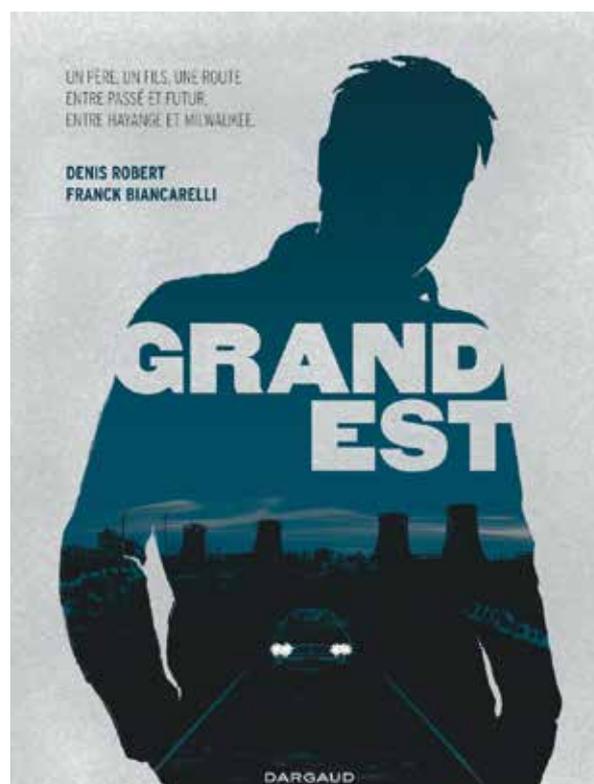
**D**enis Robert, écrivain, journaliste d’investigation, réalisateur de documentaire, livre dans *Grand Est* une adaptation graphique de son roman *Vue imprenable sur la folie du monde* paru en 2013 aux éditions Les Arènes.

Connu du grand public pour ses enquêtes sur l’affaire politico-financière Clearstream, cet ancien de *Libération*, propose ici une excursion intimiste dans la Vallée de la Fensch et dans le Grand Est, cet espace comprenant la Lorraine et l’Alsace, entre Verdun, la frontière luxembourgeoise, Strasbourg et Nancy.

À l’occasion d’une virée avec son fils, un père revient sur le passé de sa région, textile, minier et sidérurgique, de ses traditions de résistance et de lutte, de la liquidation de l’industrie et des dégâts causés par la crise économique en 2008.

Lucides sans être désabusées, les réflexions de l’auteur sont superbement illustrées par Franck Biancarelli.

**Grand Est, Dargaud, 22 euros.**





## DISPARITION DE ROGER BLUTEAU



Quelques années de militantisme en commun, m'ont fait apprécier Roger tel qu'il était. Avec sa nonchalance légendaire, il m'a fait quelques frayeurs : l'arrivée du TGV à Saint-Nazaire en 1990 nous faisait prendre le premier train du matin au lieu d'un départ la veille précédemment, pour nous rendre à la CE de l'UFICT. Toujours au dernier moment, à la limite de ne pouvoir le prendre, j'ai craint à de nombreuses reprises de m'y rendre seul.

Cela étant, Roger, avec son humour caustique, était un homme chaleureux. Il était, cela va sans dire, de toutes les luttes. De la grève des « mensuels » de 1967 de deux mois qui a retardé son entrée au statut de technicien ; jusqu'à la fin il était présent.

Technicien à l'aérospatiale de Saint-Nazaire, il fut l'un des artisans de la création des syndicats UFICT, tant à l'Aéro qu'aux chantiers, les deux entreprises phare de la région nazairienne, en remplacement du syndicat local des ETDA qui arrivait à bout de souffle.

Il était aussi secrétaire de l'USTM 44 où il a œuvré avec efficacité dans des moments pas toujours très faciles.

Toujours très présent à son syndicat de retraités CGT de l'Aéronautique Saint-Nazaire, il savait marquer son point de vue sur les différents enjeux sociaux, économiques, politiques que traversaient la société.

Membre des conseils d'administration de la FTM et de l'UD 44, ensemble, avec d'autres, nous avons mis sur pied un comité local « Ambroise Croizat » qui a abouti à un colloque sur le sujet en 2012 à Saint-Nazaire, la présence de l'expo « Croizat... une biographie » à plusieurs reprises dans le département.

Adhérent du PCF, il s'était éloigné de la structure tout en restant communiste de cœur.

Il nous a quitté le 3 juillet.

Salut Roger.

Louis Dronval

Membre du CA IHS CGT métaux

**Pensez à votre cotisation 2016 !**

**COTISATION**



**POSSIBILITÉ DE PRÉINSCRIPTION  
POUR UNE DEMANDE DE PRÉLÈVEMENT**

**Avec un relevé d'identité bancaire IBAN**



**L'adhésion inclut  
Les Cahiers d'histoire de la Métallurgie**

Règlement par chèque à l'ordre de :

**L'Institut CGT d'Histoire Sociale de la Métallurgie**

à adresser à :

**IHS Métallurgie**

94, rue Jean-Pierre Timbaud 75011 PARIS

01 53 36 86 38 | ihs.gas@free.fr

USTM | UL | Syndicat |

Organisme | Association : **82 €**

Moins de 50 adhérents : **22 €**

CGT individuel : **22 €**



**Le pouvoir  
d'agir  
ensemble sur  
l'essentiel.**

Crédit photo : Getty Images - Ezra Bailey

**La Macif est une entreprise de l'économie sociale.**

Sans actionnaires à rémunérer, la Macif réinvestit ses profits au bénéfice de ses 5 millions de sociétaires et dans l'intérêt commun. Ainsi, les sociétaires ont le pouvoir d'agir ensemble pour une économie plus sociale et plus solidaire.

**Plus d'informations sur [macif.fr](https://www.macif.fr)**



**Essentiel pour moi**

MACIF: MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERÇANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE ET DES CADRES ET SALARIÉS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. Société d'assurance mutuelle à cotisations variables. Entreprise régie par le Code des assurances. Siège social : 2 et 4 rue de Pied de Fond 79000 Niort.